

Tremblay-en-France

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Délibération du Conseil municipal

Département de la Seine-Saint-Denis

Arrondissement du Raincy

Canton de Tremblay-en-France

Nombre de Conseillers

- en exercice : 39
- présents : 25
- excusés représentés : 3

Séance du 15 novembre 2007

L'an deux mil sept, le quinze novembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de Tremblay-en-France, légalement convoqué le neuf du même mois, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. François Asensi, Député-maire.

Présents : MM. Asensi, Durandeau, Mme Bescou, MM. Ardjoune, Cantel, Mme Cazenave, MM. Vahé, Misson, Fleutot, Mme Morot, MM. Laporte, Boisadan, Dawidowicz, Chastre, Bescou, Mme Blanchard (jusqu'à 20h50 - délibération n° 07-212), M. Turbian, Mmes Mazarin, Pineau, Renaud, Duboe, M. Godin, Mlle De Carvalho (jusqu'à 20h15 - délibération n° 07-206), Mmes Amblot, Laurent.

Excusés ayant donné pouvoir : M. Montes pouvoir à M. Asensi, Mme Blanchard pouvoir à Mme Duboe (à partir de 20h50), Mlle Decarvalho pouvoir à M. Durandeau (à partir de 20h15), M. Lorenzi pouvoir à Mme Amblot, M. Yatim pouvoir à M. Fleutot.

Absents : Mme Coyos, M. Darteil, Mmes Prompt, Benarbia, Da Silva, MM. Torres, Stoessel, Perfetti, Ferreira, Mlle Baty.

Excusée : Mme Dossou.

Monsieur Boisadan, Conseiller municipal, était désigné comme secrétaire de séance.

Etaient également présents : Mme Le Gall, Directrice générale des services - Mme Faure, Directrice générale adjointe des services - M. Lefeuvre, Directeur général adjoint des services.

--oOo--

DD/LK/MF/AK

07-211 : Institution du régime de déclaration préalable pour les clôtures sur la totalité du territoire communal

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

Vu les articles R.421-2-g et R.421-12 du Code de l'urbanisme, modifié par le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Considérant que les clôtures nécessaires à l'activité agricole ou forestière ne sont plus soumises à autorisation,

Considérant que les autres clôtures ne sont pas automatiquement soumises au régime de déclaration préalable, le